

2020

RAPPORT D'ACTIVITÉS



LE PARTENARIAT
ORGANISATION DE
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Le mot de la Présidente



« C'est pendant que le vieux seau est encore là qu'il faut en fabriquer un neuf »

Proverbe africain

Jean-Claude POLLEFOORT, l'ancien Président du Partenariat, qui a le sens de l'humour, ne m'en voudra pas de ce clin d'œil en reprenant à mon compte ce proverbe africain : c'est en septembre 2020 que, fidèle adhérente, j'ai renoué activement avec le Partenariat et que j'ai longuement échangé avec lui sur son évolution et sur la richesse des projets qui s'y étaient développés, ainsi que sur l'avenir de notre ONG appréciée et reconnue par nos partenaires et les bailleurs de fonds. Ayant passé la plupart de mon mandat de Conseillère Régionale Nord Pas-de-Calais à accompagner les acteurs locaux, associatifs et collectivités territoriales et à monter des projets de solidarité internationale, c'est avec enthousiasme, après 6 mois d'immersion à ses côtés, que j'ai accepté de devenir, à l'issue de l'Assemblée générale du 9 mars 2021, la nouvelle Présidente du Partenariat.

Au nom de tous, je remercie Jean-Claude pour le magnifique travail accompli et pour son engagement actuel au sein de la commission urgence climatique. Une nouvelle équipe d'administrateurs est venue rejoindre les plus anciens et à leurs côtés, nous allons nous approprier les grandes lignes du plan stratégique 2020/2025, pour poursuivre nos projets d'aide au développement au Sénégal, en Guinée et au Maroc ; la réouverture complète des activités d'éducation à la solidarité internationale portées par le Centre Gaïa verra enfin le jour en septembre autour d'une nouvelle équipe de salariés complètement investis dans leurs missions.

Je fonde aussi l'espoir que la pandémie de Covid-19 régresse en 2021 et que les pays riches « du Nord » prennent enfin leurs responsabilités pour déployer une vaccination ambitieuse et gratuite pour les pays pauvres « du Sud » et plus particulièrement pour le continent africain auquel nous sommes si attachés.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport d'activités 2020 qui met en lumière les hommes, les femmes et les enfants au cœur de nos actions d'aide au développement.

Bien solidairement.



FRANÇOISE DAL

Présidente du Partenariat



Le mot du Directeur



« La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat »

Kofi ANNAN

Cette citation de Monsieur ANNAN ne peut résonner que de manière très particulière pour notre association !

Arrivé mi-mars 2021, il m'est difficile de vous parler de l'année 2020. Année dont tout le monde sait combien elle a été difficile pour l'ensemble du secteur associatif, au niveau économique bien sûr, mais également au niveau humain, que ce soit dans la gestion des ressources humaines ou dans la communication avec les adhérents.

Nous avons aujourd'hui une équipe largement renouvelée. A un Conseil d'administration largement remanié, s'est ajoutée une équipe de salariés composée de sept nouvelles personnes. Sous l'impulsion du Bureau et dans le respect du plan stratégique 2020-2025 nous nous sommes dotés d'une organisation prête à répondre aux enjeux qui sont les nôtres. Ces défis sont externes avec, une volonté d'ouverture sur la Cité, le développement de nos partenariats institutionnels, le développement de nos actions et prestations en France et en Afrique, l'augmentation de nos recherches de dons et financements directs de fondations, pour ne citer que celles-là.

Ils sont aussi internes avec une nouvelle organisation, la volonté d'associer les compétences de chacun au service du projet, la volonté de se doter d'une organisation collective permettant à terme de valoriser les postes de travail.

La volonté d'associer, chaque fois que possible, les deux pôles, coopération internationale et ECSI-DD Centre Gaïa dans les projets que nous menons.

Que chacun puisse jouer sa partition dans le respect du collectif et du projet associatif, en associant les compétences des salariés, de nos administrateurs et de nos adhérents.

Trois mots clefs nous guident. Compétence, Cohérence, Solidarité. Ils sont de nature à guider notre organisation interne mais aussi l'ensemble des projets et actions que nous menons.

JOSE MARIAGE

Directeur du Partenariat





Sommaire

rapport d'activités 2020 Le Partenariat

06

L'ASSOCIATION

Qui sommes-nous ?... p.6
Le pôle coopération internationalep.7
Le pôle ECSI-DD.....p.8

09

STRUCTURATION DE L'ASSOCIATION

En France.....p.9
Les antennes.....p.10
Les avancées du plan stratégique.....p.11

12

LE PÔLE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Accès aux services sociaux de base.....p.12
Environnement et développement durable.....p.22
Appui à la gouvernance locale.....p.34
Insertion et formation professionnelle.....p.38

42

LE PÔLE ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ, À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Centre Gaïap.44
Les actions en France.....p.46
Les projets européens.....p.52

56

PARTENAIRES

Partenaires financiers.....p.56
Partenaires techniques et institutionnels.....p.57
Partenaires Centre Gaïa..p.58



Qui sommes nous ?

Crée en 1981, le Partenariat est une **organisation de solidarité internationale** qui **lutte contre les inégalités** et **agit pour un monde plus solidaire**. L'organisme accompagne le développement économique **local, durable** et **solidaire** des territoires.

Son expérience, ses relations de coopération et son engagement auprès des **acteurs locaux** qui lui permettent de **favoriser la mise en oeuvre de politiques publiques régionales**, de **mobiliser** et de **créer du lien** entre les collectivités, les populations et les services techniques de l'Etat.

L'appropriation des projets par les partenaires locaux est une priorité. L'objectif de cette démarche de coopération est de **renforcer les capacités des partenaires locaux** pour assurer la **pérennisation** et la **durabilité des actions engagées**.

THÉMATIQUES



Accès aux services sociaux de base



Gouvernance locale



Environnement et développement durable



Insertion et formation professionnelle

ZONES D'INTERVENTIONS



Au **Sénégal** depuis 1981 : régions de Saint-Louis, Matam et Podor ;



Au **Maroc** depuis 2007 : régions de Marrakech-Safi et de Casablanca-Settat ;



En **Guinée** depuis 2015 : région de Labé.

Chaque pays dispose d'une antenne permanente.



Pôle coopération internationale

Le Partenariat dispose d'une bonne connaissance du contexte et des acteurs locaux. Avec plus de **39 ans d'expérience**, l'organisation a su acquérir la confiance des acteurs institutionnels et associatifs locaux. Dans le cadre de **la décentralisation** et du **développement local participatif**, le Partenariat accompagne les acteurs locaux par le renforcement en capacités à travers des actions de formation basées sur le **"faire-faire"**.

Nos objectifs :

- **Accompagner le développement économique** local, durable et solidaire des territoires ;
- **Renforcer les capacités** des acteurs locaux (collectivités et organisations communautaires) ;
- **Favoriser la concertation** entre les collectivités locales, les services déconcentrés de l'Etat et les populations ;
- **Renforcer le processus de décentralisation** ;
- **Améliorer les conditions de vie** des populations par l'accès aux services sociaux de base ;
- **Mettre en œuvre une stratégie** pour s'adapter aux effets du changement climatique par la diffusion des innovations en matière d'environnement et de développement durable ;
- **Favoriser l'insertion** et la formation professionnelle ;
- Mener des actions d'Education à la Citoyenneté, à la Solidarité Internationale et au Développement Durable (ECSI-DD).

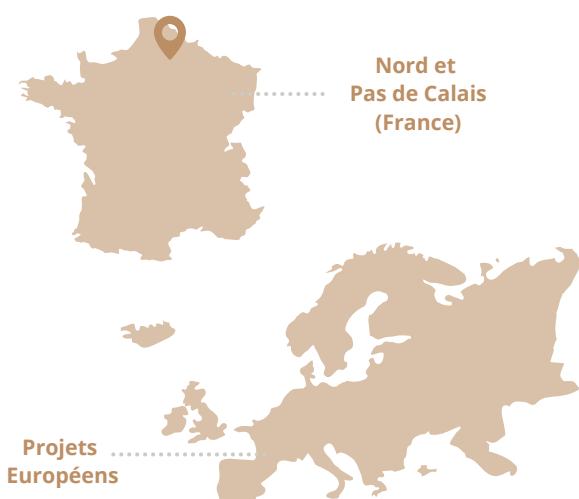


Notre démarche s'inscrit dans le cadre d'une **méthodologie participative et durable** pour **l'amélioration des conditions de vie des populations** et dans le cadre d'une coopération durable de territoire à territoire.

Elle mobilise un grand nombre de **partenaires institutionnels** et de **partenaires issus de la société civile**. Elle a pour objectif d'**appuyer les collectivités locales** dans la mise en œuvre de projets de développement en renforçant le **processus de décentralisation**. Les projets sont identifiés par les partenaires et correspondent aux objectifs de développement fixés au niveau national et local. Les problématiques traitées à travers ces thématiques sont au cœur des besoins actuels des collectivités locales et des populations.



Pôle éducation à la citoyenneté, à la solidarité internationale et au développement durable



Le Partenariat entreprend en France et en Europe des actions d'**Éducation à la Citoyenneté, à la Solidarité Internationale et au Développement durable** (ECSI - DD). Le Centre Gaïa, basé au siège de l'association à Lille, **accueille du public** depuis 2006 dans des **ateliers d'immersion grandeur nature** représentant le Sénégal.

Le Partenariat a créé le **Centre Gaïa**, véritable outil au service **des enseignants**. Celui-ci favorise les changements de comportement chez les élèves par une **pédagogie active et immersive**, pour en faire des **citoyens** dans **leur classe**, dans **leur quartier** et dans **le monde**.

Le Centre Gaïa propose **différentes activités** adaptées à tous publics : **formations** pour **enseignants**, **ateliers d'immersion** de **la maternelle à l'âge adulte**, parcours **développement durable**.

Le Centre Gaïa **sensibilise** enfants, jeunes et adultes **aux échanges entre les régions du monde** en développant les valeurs de respect, de tolérance et de partage. Apprendre la citoyenneté, c'est **prendre conscience de la diversité** et de **la richesse des autres cultures** tant à l'échelle locale qu'internationale.

Reconnu par l'Éducation Nationale, le Centre Gaïa reçoit en 2006 l'agrément du Rectorat au titre d'"**Association Éducative Complémentaire de l'Enseignement Public**". Il propose également aux enseignants des formations sur l'ECSI.

Le Centre Gaïa est également reconnu comme un acteur de l'ECSI à part entière et prend part, avec d'autres partenaires et associations, à **des projets européens**.

Structuration de l'association

Équipes basées au siège (Lille, France)



BUREAU

PRÉSIDENTE

Françoise DAL

VICE-PRESIDENT

Hugo PROD'HOMME

TRÉSORIER

Jean-François MISSIAEN

SECRÉTAIRE

Jean-Louis FREMAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES

Jean-François ARTIGUE

Afif BENYAHYA

Jalal BOUHSINA

Stéphane CALLENS

Jean-Luc COOPMAN

Marc DE SITTER

Massamba DIOP

Mhammed ECHKOUNDI

Pierre LOUCHARD

Gwenaëlle OTANDO

SALARIÉS A LILLE

DIRECTION

DIRECTEUR

José MARIAGE

COMPTABILITÉ FINANCES

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Sébastien DESCHUYTTER

CHARGE DE COMPTABILITE

Stéphane HELBECQUE

COMMUNICATION SECRÉTARIAT

CHARGÉE DE COMMUNICATION

Léa CUISANCE

ASSISTANTE ADMINISTRATIVE

Françoise DEMONTAY

SERVICE COOPÉRATION INTERNATIONALE

RESPONSABLE SERVICE COOPÉRATION

Jean-Christophe BRARD

CHARGÉS DE MISSION COOPERATION

Victor ROMERO AMIGO

Ophélie DAVREUX

SERVICE ECSI - DD CENTRE GAÏA

RESPONSABLE SERVICE ECSI

Amandine BOURDON

CHARGÉES DE PROJETS ECSI-DD

Ornella CANDUSSO

Chloé TETART

Caroline ARRAGON

VOLONTAIRES ET SERVICES CIVILS EN APPUI

Structuration de l'association

Antennes pays

DIRECTEUR TECHNIQUE DE LA COOPÉRATION

Nicolas DUPUY

SALARIÉS AU SÉNÉGAL

COORDINATEUR SÉNÉGAL

Nicolas DUPUY

ASSISTANTE DE DIRECTION/ COMMUNICATION

Absa GUISSÉ

RESPONSABLE FINANCIER

Papa Almamy BABOU

ASSISTANTE COMPTABLE

Fatoumata DIAKHATE

OPÉRATRICE DE SAISIE

Ndeye Fatou SY

CHEF DE PROJET PAEMS

Daouda DIOUF

ASSISTANTE COMPTABLE

Fatoumata DIAKHATE

PROJET COOP DEC

Sérigne Madjou MBAYE

PROJET PAEMS

Daouda DIOUF

Djibo KA

Abdoul Aziz FAYE

PROJET MANGROVE

Papa Senghor DONDE

PROJETS ÉNERGIES/ DÉVELOPPEMENT DURABLE

Papa Mamadou CISSE

Awa NDIONE

PROJET PRN

Idrissa GUEYE

PROJET VOÛTE NUBIENNE

Malick SY

Bekoul DINGAMHOUMA

DIAPALANTE

Absa Guisse

Moustapha DIOCOU

Khadim SECK

SALARIÉS EN GUINÉE

COORDINATEUR

Nicolas MARTIN

ASSISTANTE ADMIN ET FINANCIÈRE

Aminata SYLLA

ANIMATEUR EHA

Ibrahima SOUARE

CHEF DE PROJET PAGODD

Lamarana DIALLO

RESPONSABLE PROGRAMMES EHA

Sabou KEITA

LOGISTICIEN

Abdoulaye SYLLA

SALARIÉS AU MAROC

COORDINATRICE

Aurélia LECLERC

CHEFFE DE PROJET PAEMS

Nadia EL MEDRAOUI

CHARGÉE DE PROJET PAEMS

Khadija CHOUYAKH

CHARGÉE DE MISSION ENVIRONNEMENT

Anne-Cécile LE CHEVILLER

COMPTABLE SPFM

Nadia EDDARI

RÉFÉRENTE TECHNIQUE SPFM

Lamya ALILAT

Plan stratégique 2020 - 2025

En cours de réalisation et réalisé

Avancées du
plan stratégique



RENFORCER L'IMPACT

- Augmentation du volume d'activités en Guinée et au Maroc
- Renforcement de la commission coopération
- Elargissement des objectifs du Centre Gaïa

DÉFINIR UNE STRATÉGIE PARTENARIALE

- Cartographie des partenaires
- Stratégie partenariale de l'association

RENFORCER LES CAPACITÉS

INSTITUTIONNELLES

- Diversification des sources de financement
- Amélioration de la gestion financière
- Développement des fonds propres
- Embauche d'un directeur
- Nouvelle présidence
- Elaboration d'un plan de communication



Bureau

Conseil
d'Administration



Commission Coopération Internationale

Hugo PROD'HOMME
Jean-François ARTIGUE
Jean-Christophe BRARD
Nicolas DUPUY

+ invités

Commission ECSI-DD

Jean-Luc COOPMAN
Caroline KMITA
Marie-Cécile MISSIAEN
Brigitte POLLEFOORT
Céline DUFRENE
Etienne PATTEIN
Amandine BOURDON

+ invités

Commission Urgence Climatique

Pierre LOUCHARD
Jean-Claude POLLEFOORT
Jean-Christophe BRARD
Ophélie DAVREUX

+ invités

Commission Finances

Françoise DAL
Marc DE SITTER
Jean-François MISSIAEN
Sébastien DESCHUYTTER

+ invités



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

À travers l'axe d'intervention "Accès aux services sociaux de base", le Partenariat contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'Organisation des Nations-Unies (ONU).



Accès aux services sociaux de base

Eau, hygiène et assainissement
Santé et renforcement nutritionnel




Sénégal

Maroc

Guinée

LES PROGRAMMES
MIS EN ŒUVRE

2020

-  Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS)
-  Programme RSE WaitRose Foundation
-  Programme de renforcement nutritionnel (PrN / PRé-N)

PAEMS

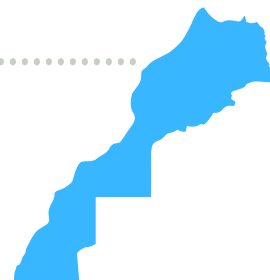
Programme d'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire

Contexte - Au **Sénégal**, au **Maroc** et en **Guinée**, l'accès à l'eau et à l'assainissement demeure un enjeu de taille alors que **des disparités** persistent entre **le milieu rural** et **urbain** : au Maroc l'accès à une source d'eau potable améliorée est de 60% en milieu rural, contre 98% en milieu urbain. En termes d'accès à l'assainissement, ces taux sont respectivement de 52 et 83%. En milieu scolaire, ce manque d'infrastructures en eau, hygiène et assainissement (EHA) est cause de déperdition scolaire (particulièrement chez les filles), de diffusion de maladies infectieuses, et d'insalubrité des établissements.

Le PAEMS est actuellement dans sa **troisième et dernière phase d'intervention** (2019-2021). Celle-ci prépare le retrait des acteurs du Nord et vise **l'appropriation de la méthodologie du PAEMS par les partenaires locaux**. Les nombreuses avancées du programme ont permis d'améliorer/créer des **cadres de concertation** favorables à l'implication des communes, ainsi qu'à **accompagner les collectivités territoriales** dans leur **autonomisation** sur les questions d'EHA. Les activités d'amélioration du cadre scolaire des écoles ciblées et de **sensibilisation du personnel éducatif et des enfants** aux bonnes pratiques d'hygiène et au développement durable ont également continué.

Cependant, la pandémie a retardé certaines activités du projet, notamment au Maroc, et les rencontres partenariales et communautaires ont dû être limitées. La crise sanitaire a également mis en lumière l'importance de la sensibilisation aux **bonnes pratiques EHA** en milieu scolaire et au **respect des gestes barrières**.

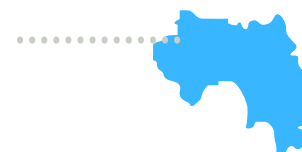
Région de Marrakech-Safi (Maroc)



Régions de Saint-Louis et Matam (Sénégal)



Région de Labé (Guinée)



Station de lavage des mains au Sénégal - © Le Partenariat

Objectifs

- Permettre une **gestion coordonnée, pérenne** et **multi-partenaire** des politiques publiques d'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire au niveau régional des trois pays d'intervention ;
- **Accompagner les collectivités locales** dans le transfert et la reproduction de la méthodologie d'intervention des projets EHA-DD ;
- **Améliorer et généraliser l'accès** et **les pratiques EHA-DD** au sein des établissements scolaires des régions d'intervention et plus largement sur le territoire national et sensibiliser les acteurs au Nord.



Station de lavage des mains au Maroc - © Le Partenariat

Résultats et activités 2020

Les **activités de l'année 2020** ont été largement ralenties par la pandémie de Covid-19, retardant l'organisation des comités de pilotage, nécessitant la fermeture des écoles, etc. Malgré tout, des **résultats probants** ont été obtenus et les retards seront rattrapés courant 2021.

Formations sur les thématiques **Eau, Hygiène, Assainissement** et **Développement Durable** :

7

COMITÉS DE
DÉVELOPPEMENT FORMÉS
EN GUINÉE

4

COMITÉS RÉGIONAUX DE
COORDINATION ET DE SUIVI
FORMÉS EN GUINÉE

5

COMITÉS DE PRÉFECTORAUX DE
PILOTAGE ET DE SUIVI (CPPS)
FORMÉS EN GUINÉE

20

COMMUNES FORMÉES
AU SÉNÉGAL

79

ENSEIGNANTS FORMÉS
AU MAROC



Station de lavage des mains en Guinée - © Le Partenariat

En 2020, le Programme d'accès à l'eau en milieu scolaire c'est :

13

ACCÈS À UN POINT D'EAU EN MILIEU SCOLAIRE CRÉÉS

4

STATIONS DE LAVAGE DES MAINS BÉNÉFICIENT À 1 764 ÉLÈVES ET 52 ENSEIGNANTS

54

LATRINES CONSTRUITES OU RÉHABILITÉES

20 000

ÉLÈVES SENSIBILISÉS À L'EAU, L'HYGIÈNE ET L'ASSAINISSEMENT

Focus : stratégie de retrait

Dans le cadre de la **stratégie de retrait du Partenariat**, la priorité consiste à **renforcer** et **autonomiser les acteurs locaux** et à **les outiller pour pérenniser le modèle d'intervention** du PAEMS. Le retrait ne signifie pas que l'ONG ne devra plus intervenir sur ces thématiques dans les pays concernés, mais le fera d'une autre manière, en donnant la possibilité aux acteurs (ministères, collectivités locales, services déconcentrés, associations, etc.) d'assurer leur mission et compétences en matière d'amélioration des conditions EHA en milieu scolaire. L'enjeu de la troisième phase est ainsi **d'accompagner les acteurs sur les thématiques EHA en milieu scolaire** afin que ce sujet soit pleinement pris en compte dans les politiques publiques.

Aussi, **un travail de plaidoyer** au niveau national et régional et de **renforcement des acteurs** vise à **appuyer les services déconcentrés de l'état** et **les collectivités** à endosser leur rôle avec leurs moyens. Les communes mobilisent des fonds propres dans la mise en place des infrastructures scolaires. Elles sont renforcées en matière de diagnostic, pilotage, suivi, coordination du secteur et intègrent différents cadres de concertation favorisant une meilleure harmonisation des interventions. Au-delà des communes d'intervention, la formation à la méthodologie s'adresse à la majorité des communes des territoires ciblés pour un impact plus large. Les associations communautaires et comités de gestion des écoles sont également renforcés en capacités pour une mise à l'échelle des formations EHA-Développement durable sur les territoires.

Perspectives : Initiative de plaidoyer transnational et sous-régional pour développer l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire

Le Partenariat s'est positionné sur le projet de «plaidoyer transnational pour une meilleure prise en compte de l'EHA dans les politiques éducatives nationales» intitulé «Education à voix haute», et porté par le Partenariat Mondial pour l'Education. L'enjeu du projet est de développer un réseau d'experts issus des OSC nationales reconnues déjà engagées sur les thématiques d'EHA en milieu scolaire et d'environnement, et issues du programme PAEMS, et d'en faire des interlocuteurs de référence au sein de cadres de concertation nationaux et à l'échelle de la sous-région. Ce réseau aura pour objectifs d'essaimer la méthodologie du PAEMS à de nouvelles régions, de nouveaux opérateurs locaux et internationaux, et de nouveaux pays dans la sous-région. Le projet, d'abord axé sur la Guinée, le Maroc et le Sénégal, doit par la suite s'étendre à la Gambie et la Mauritanie.



Stations de lavage des mains au Sénégal - © Le Partenariat



PRN

Programme de renforcement nutritionnel

Depuis 2012, le **département de Podor** fait partie des zones les plus touchées par la **malnutrition aigüe**. En 2014, ce taux était de 23,2%, la prévalence est redescendue à 18,2% en 2015. Cette tendance baissière a été confirmée par les enquêtes SMART de 2017 sortant le département de la zone rouge avec **un taux de malnutrition aigüe globale de 10%**. Cependant, cette situation reste précaire et est **accentuée par la pandémie de Covid-19**.

Les activités de nutrition ont été suspendues au niveau communautaire du fait du contexte sanitaire entre mars et juillet 2020. Cette situation entraîne **des répercussions néfastes sur le statut nutritionnel des enfants et des ménages**, et les résultats attendus pour 2020 n'ont pas pu être tous atteints. **La Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM)** - qui met en oeuvre le PRN depuis 2002 - a mis en place un **comité restreint de riposte Covid**. La CLM a appuyé les daaras (écoles coraniques) en collaboration avec le ministère de l'**Education Nationale**. Elle a également mis à disposition des enfants de 6-23 mois **des aliments de supplément**, et toutes les communes du district ont été appuyées dans la lutte contre cette pandémie avec **la mise à disposition de kits d'hygiène**. Suite à la validation des fiches techniques adaptées au contexte, la CLM a ordonné **la reprise de certaines activités en août 2020** dans le respect strict des mesures barrières.

De ce fait, le Partenariat a adapté son intervention sur **l'amélioration de la sécurité nutritionnelle** de la population vulnérable du district sanitaire de Podor (garçons/filles de 0 à 6 ans, femmes enceintes et mères allaitantes) afin de surmonter les effets de l'épidémie de Covid-19 et de **renforcer la résilience communautaire**.

Département
de Podor
(Sénégal)



Des femmes préparant la farine composée au Sénégal - © Le Partenariat

Résultats et activités 2020

6 659

ENFANTS SUIVIS

Suivi de la croissance

En moyenne, **6 659 enfants** de **0 à 23 mois** ont été suivis et pesés chaque mois sur l'année 2020, soit un **taux de couverture** de **87%** en moyenne des enfants de cette tranche d'âge du district.

24 207

ENFANTS DÉPISTÉS

Prise en charge de la malnutrition aiguë

24 207 enfants de **6 à 59 mois** ont été dépistés sur la malnutrition, soit **59% des enfants du district sanitaire de Podor**. Parmi eux, **4,6%** souffrent de **malnutrition modérée** et **0,3%** de **malnutrition sévère**. Ils ont été référés et pris en charge par les structures sanitaires compétentes.

Sur les **10 indicateurs** étudiés pour faire face à la malnutrition (taux de vitamine A, déparasitage, consultation prénatale...), **7** ont connu **une hausse** en 2020, comparés à l'année précédente. Ces indicateurs concernent principalement **la santé des femmes et des enfants**.

10

COMMUNES ÉQUIPÉES
DE KITS D'HYGIÈNE

Activités de communication pour le changement des comportements :

Des campagnes de sensibilisation sur les comportements relatifs à la santé ont accompagné les activités mises en œuvre (diffusions radio). L'ensemble des 10 communes du district sanitaire de Podor a reçu un lot de produits d'hygiène composé de savon, d'eau de javel et de gel hydroalcoolique. Un comité local de suivi a été mis en place dans chaque commune afin d'assurer le bon déroulement des activités.

6 573

ENFANTS ONT REÇU DE
LA FARINE COMPOSÉE

Lutte contre les carences en micronutriments

Les parents de **6 573 enfants** de **6 à 23 mois** ont reçu **1kg** de farine composée pour une durée de **3 mois** lors de la première distribution, et ont pu en bénéficier à nouveau jusqu'à fin 2020.

11

DAARAS ÉQUIPÉES

Distribution à base communautaire

Des denrées alimentaires et des produits d'hygiène ont été distribués à **11 daaras** (écoles coraniques) dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

60

CHÈVRES DONNÉES

Lutte contre les déterminants de la malnutrition

Des initiatives communautaires ont permis de constituer des réseaux de dons de petits ruminants : **60 sujets** ont été donnés aux ménages les plus vulnérables. Le personnel a reçu une formation sur les principes du passage de dons et les mesures d'accompagnement.

WAITROSE

& PARTNERS FOUNDATION (WPF)



Contexte - Waitrose & Partners Foundation (WPF) a été créée en 2005 dans le but d'**améliorer le niveau de vie des travailleurs agricoles** employés par leurs partenaires d'approvisionnement. Elle investit beaucoup dans les **programmes sociaux, la santé et l'éducation**.

Au Sénégal, elle s'approvisionne auprès de **la Société des Cultures Légumières (SCL)** et de **la West African Farm (WAF)** afin de pouvoir alimenter en produits frais ses magasins de détail au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, au Kenya et au Ghana. Dans le cadre de sa politique d'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles, WPF accompagne la SCL et la WAF dans des **projets sanitaires et éducatifs**. La mise en œuvre des activités a été confiée à l'**ONG United Purpose (UP)** pour la zone de Dakar et la Gambie, et à l'**ONG Le Partenariat** pour la région de Saint-Louis (village de Yamane).



Champs dans la région de Saint-Louis, Sénégal - © Le Partenariat

Région de Saint-Louis
(Sénégal)



Travailleuses de la WAF - © Le Partenariat

Les projets consistent à :

- Appuyer les fermes dans la riposte de la pandémie de Covid-19 pour l'achat de masques, de détergents et la production de supports de sensibilisation
- Mener des sensibilisations à travers 3 radios communautaires dans le cadre de la lutte contre le coronavirus avec l'entreprise Jokalante
- Relever le plateau médical du poste de santé de Yamane (commune de Ngnith)
- Créer un cabinet dentaire pour l'infirmerie de la WAF (commune de Ngnith)
- Réhabiliter des écoles de Démizine et Ngade (commune de Diama)



Sensibilisation aux gestes barrières - © Le Partenariat

La mise en place de ces projets contribuera à :

- **Sensibiliser** les populations et les travailleurs dans les zones d'exploitation de la SCL et de la WAF sur la pandémie de Covid-19 et sur les gestes barrières;
- **Améliorer l'accès aux soins sanitaires** de plus de 1395 habitants de Yamane et ses environs
- **Faciliter l'accès aux services de soins bucco-dentaires** de plus de 3000 travailleurs de la WAF et des villages environnants
- **Améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage** de plus de 257 élèves et 14 enseignants des écoles de Demizine et Ngade

Dans le village de **Yamane** et ses environs, la WAF a pu développer **des champs communautaires** au bénéfice des communautés, mais également **construire des infrastructures éducatives et sanitaires** pour le village et les 27 autres locations qu'il comprend, pour une population totale de **6 125 personnes**.

Focus sur l'amélioration de l'accès aux soins

Au Sénégal, **la santé bucco-dentaire** constitue un problème de **santé publique**. Une enquête réalisée en 2016 par la Division de la Santé Bucco-dentaire a révélé que **76,3% de la population ont des maladies bucco-dentaires**. Les affections carieuses viennent en tête et constituent le premier motif de consultation. Dans le cas de **Yamane**, l'absence de service de **soins de proximité** est une vraie contrainte : les habitants sont obligés de parcourir 62km pour aller au centre de santé Richard-Toll ou de rallier Louga sur une distance de 71km. En plus des longues distances à parcourir, l'état des routes et le temps de parcours constituent également d'importants obstacles.

Objectif général : Améliorer les conditions d'accès aux soins médicaux de qualité dans la zone de production de WAF.

Objectifs spécifiques :

- Installer un cabinet dentaire à l'infirmerie de WAF
- Fournir et installer un réseau internet pour le poste de santé de Yamane
- Equiper le poste de santé de Yamane en mobilier et bureautique
- Améliorer les conditions d'assistance et d'accueil des patients dans les structures sanitaires de Yamane





OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

À travers l'axe d'intervention "Environnement et Développement Durable", le Partenariat contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'Organisation des Nations-Unies (ONU).



Environnement et développement durable

Diffusion des énergies renouvelables
Préservation et valorisation de la biodiversité
Éco-construction
Gestion des déchets

Sénégal







Maroc



Guinée



LES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE 2020

-  Programme d'Accès aux Energies Renouvelables (PAER) Phase II
-  Programme d'Appui à la Gouvernance des Organisations de la Société Civile pour le Développement Durable (PAGODD)
-  Sauvegarde et mise en valeur de la Mangrove de Saint-Louis
-  Diffusion des techniques de construction bas carbone (projet Voûte Nubienne Fouta)

PAER

Programme d'Accès aux Énergies Renouvelables

Régions de Saint-Louis
et Matam
(Sénégal)



Contexte - Dans la **zone Nord du Sénégal** (Saint-Louis et Matam), le problème d'accès à l'énergie se pose notamment pour les ménages et opérateurs économiques, particulièrement en zones rurales. Dans la Région de Saint-Louis, **53,7% des zones rurales ont un accès fiable à l'électricité** contre **88,5% en zones urbaines** (ARD de Saint-Louis, 2018). Plus de **71,7 % des ménages ruraux** utilisent **le bois** comme source d'énergie entraînant la raréfaction des ressources naturelles et la déforestation.

Face à ce constat, l'État Sénégalais s'est engagé dans **le développement des énergies renouvelables** et dans **la transition énergétique** à travers **le Plan Sénégal Émergent**. La nouvelle Lettre de Politique sectorielle de Développement de l'Énergie (LPDSE 2019-2023) a permis au Sénégal de se fixer comme objectif d'atteindre un taux de 30 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national global. La promotion des énergies renouvelables s'inscrit de fait dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques et les accords internationaux sur ces enjeux (Accord de Paris, ODD).



PFE de Mbiddi - © Le Partenariat



Système de pompage de Cas-Cas - © Le Partenariat

Focus - Les installations énergétiques du PAER I

Installation de la PFE de Mbiddi

- Construction de **12 bâtiments** en **technique voûte nubienne** (cf. projet VN Fouta page ...) et alimentation des activités énergétiques avec **l'installation d'un champ solaire** (16kwc)
- Installation et prise de fonction de **11 opérateurs économiques bénéficiaires** (TPE) et **1 gestionnaire** en charge de la plateforme
- Mise en place du **Comité de supervision** au sein du village et organisation de missions mensuelles de suivi technique organisées par le Partenariat et l'ARD de Saint-Louis avec l'appui du Geres.

L'accompagnement du groupement de femmes de Cas-Cas dans sa transition énergétique (solution de pompage solaire)

- Le **système de pompage** a été **optimisé** (substitution du diesel par une solution solaire) pour l'irrigation des champs
- Installation de **5 cuves de méthanisation** pour des ménages du village de Cas-Cas
- Mise en place d'un **dispositif de suivi technique mensuel** par le Partenariat et l'ARD pour accompagner le groupement féminin dans sa structuration et son développement économique.

Finalisation de la 1ère phase d'intervention

Depuis **2017**, le Partenariat a démarré la mise en œuvre du Programme d'accès aux énergies renouvelables (PAER) dans la région nord du Sénégal. À travers **un pilotage conjoint** avec l'**Agence régionale de développement de Saint-Louis (ARD)** et l'**appui sur le volet technique** de l'**ONG Geres**, la première phase d'intervention menée dans la région de Saint-Louis visait la **diffusion des énergies renouvelables**, en réalisant des **projets démonstratifs** (solaire et biogaz) à destination des **ménages, opérateurs économiques** et **organisations paysannes**. Après trois ans de mise en œuvre, cette première phase, close en mars 2020, a fait l'objet d'une **évaluation externe** par le **cabinet COTA** qui fut restituée en mars 2020.

Parmi les résultats obtenus, l'équipe de consultance souligne :

- **La bonne dynamique territoriale** créée par le programme sur les enjeux énergétiques en Région de Saint-Louis : redynamisation de la concertation à l'échelle régionale sur les enjeux énergétiques, élaboration d'un plan d'action régional en coopération avec l'ARD de Saint-Louis, réalisation d'enquêtes, d'un atlas et d'un répertoire des entreprises du secteur énergétique ;
- **La création de trois plateformes de production énergétique** : 3 modèles différents (biogaz pour cuisson, solaire pour pompage et solaire pour des petites entreprises) ;
- **L'installation de 30 biodigesteurs** au profit des ménages : production de biogaz de cuisson et d'engrais ;
- **La mise en place d'un dispositif de recherche-action sur les énergies renouvelables** en lien avec l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

Quelques faiblesses ont également été identifiées par les évaluateurs :

- L'ambition trop forte du PAER notamment concernant l'émergence d'entreprises compte tenu de la durée relativement courte du projet;
- La possibilité d'améliorer l'implication des entreprises dans la mise en œuvre du projet et d'améliorer la communication notamment avec les organisations paysannes.

Cette évaluation satisfaisante a donc permis aux partenaires d'intervention et aux équipes du Partenariat de préparer la deuxième phase du Programme d'Accès aux Énergies Renouvelables (cf. page suivante).



Lancement de la plateforme Mbiddi - © Le Partenariat

La deuxième phase d'intervention du PAER

Depuis avril 2020, le PAER est entré dans une **deuxième phase d'intervention**. Le PAER II s'inscrit dans la continuité de la première phase déployée sur la région de **Saint-Louis** et étendue aujourd'hui à la région de **Matam**. A cet effet, une **collaboration** est mise en place avec l'**ADOS** qui dispose d'une excellente connaissance du territoire et des acteurs de cette nouvelle zone d'intervention.

L'objectif de cette seconde phase est de **poursuivre la diffusion des énergies renouvelables** au niveau des territoires de la zone Nord et **d'en permettre l'accès à la population à un moindre coût**. Le projet vise à soutenir la **structuration de la filière énergétique** et la **diffusion de solutions adaptées** aux besoins des ménages mais également aux acteurs économiques, notamment ceux qui s'activent dans le secteur de la transformation des produits agricoles et les structures communautaires.

La phase II du PAER comprend **trois axes d'intervention** :

1. Un **soutien à la politique énergétique régionale** au niveau des territoires, pour accompagner la stratégie nationale pour l'accès aux énergies renouvelables et pour l'atténuation aux changements climatiques définie par l'Etat du Sénégal ;
2. L'**amélioration des services énergétiques** fournis par les entreprises et les micro-opérateurs locaux (kits solaires individuels, lampes solaires dans les écoles, bio-charbon et biogaz pour la cuisson...) et leur diffusion dans les zones les plus reculées ;
3. Le **développement de solutions énergétiques innovantes et démonstratives** à travers la réalisation de projets solaires ou biogaz permettant de définir des modèles d'intervention.

Extension à la région de Matam :

- Organisation de la première mission dans la région de Matam pour mobiliser, sensibiliser et informer les différents partenaires régionaux sur les enjeux énergétiques ;
- Mise en place du Comité technique régional de suivi du PAER II à Matam avec une forte implication des acteurs territoriaux ;
- Rencontre avec les autorités de Matam pour la présentation du cadre de concertation interministériel sur l'énergie à l'occasion de sa déclinaison régionale, à Matam.



Panneaux solaires et voûtes nubiennes dans le cadre du PAER - © Le Partenariat

Focus - Une nouvelle source d'énergie biogaz

Dans le cadre de l'appui de l'**Organisme de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal** (OVMS - PGIRE), l'**ONG Nature Mauritanie/NAFORE** a identifié le Partenariat pour mener un **projet de développement de l'énergie biogaz et de bio-engrais** à partir de ***Typha domingensis***. Cette espèce de plante invasive qui se développe au bord des cours d'eau, des lacs ou des lagunes du fleuve Sénégal a un **impact négatif sur l'écosystème** autour des berges. L'objectif du projet est d'**améliorer les conditions d'existence des communautés rurales** dans la vallée du fleuve Sénégal, en leur proposant **une solution durable d'accès à l'énergie** de cuisson à partir du typha. Ce projet a déjà permis de procéder au **démarrage des installations** et de la **sensibilisation des ménages** sur le biogaz, ainsi qu'à **l'installation des biodigesteurs** de 10m cube à Thiago et Thilène au profit des membres de groupements chargés de la transformation des céréales, fruits, légumes et de l'étuvage du riz.



Installation des biodigesteurs - © Le Partenariat



Préparation du poisson avant cuisson - © Le Partenariat



PAGODD

Programme d'Appui à la Gouvernance des Organisations de la Société Civile pour le Développement Durable



Contexte - La Commune Urbaine de Labé, située en Moyenne Guinée, fait face à des enjeux environnementaux :

Dégradation des ressources naturelles

DIMINUTION ET POLLUTION DES COURS D'EAU,
COUPES ABUSIVES DU BOIS

Mauvaise gestion du traitement des déchets

SUR PLUS DE 100 TONNES PRODUITES PAR JOUR,
SEULES 10% SONT TRAITÉES

La Commune urbaine de Labé et la société civile :

- La société civile de Labé est peu impliquée dans la co-construction de solutions environnementales partagées avec la commune ;
- Les **Organisations de la Société Civile** (OSC) disposent de faibles moyens et doivent être outillées et renforcées en capacités ;
- **Absence de cadre de concertation** favorisant les synergies entre les acteurs impliqués dans la protection de l'environnement.

Objectif n°1

Améliorer les conditions de vie des communautés et des populations de la Commune Urbaine de Labé

Objectif n°2

Instaurer une gestion environnementale concertée et partagée entre les OSC et la Commune urbaine de Labé



Opération de nettoyage avant/après - © Le Partenariat



Financé par l'**Union Européenne**, le PAGODD est mis en œuvre pour faire face à ces différents défis et veiller à une gouvernance environnementale impliquant les OSC. La **Commune Urbaine de Labé** assure la **maitrise d'ouvrage** du programme. L'ONG **le Partenariat** assure la **coordination** avec l'ONG **Club des Amis du Monde** et le **Conseil Préfectoral des OSC de Labé**.

Résultats et activités 2020

- **Recrutement de l'équipe du PAGODD** avec les partenaires du programme ;
- **Organisation de l'atelier de lancement officiel** du projet en juillet 2020 ;
- **Appui à la mise en place des instances de gouvernance** et de pilotage sectorielles qui seront pérennisées au-delà du projet : **Cadre de Concertation Communal sur l'environnement (CCC)** et son **Comité de Suivi Opérationnel (CSO)**
- **Elaboration des termes de référence (TDR), démarrage et suivi** de la réalisation du **diagnostic environnemental** de la Commune Urbaine de Labé en novembre 2020 ;
- **Réalisation d'un diagnostic sur le fonctionnement des anciens collèges de Labé** lors des précédents projets et **mise en place du nouveau collège des OSC** ;
- **Elaboration des TDR et sélection des 15 OSC** en environnement qui bénéficieront de modules de renforcement des capacités.

Focus - Le Comité Communal de Concertation sur l'environnement



Afin de **coordonner les actions en faveur de l'environnement**, un Comité Communal de Concertation (CCC) est mis en place au sein de la Commune Urbaine de Labé. Il est chargé de **piloter l'amélioration de la situation environnementale globale** de Labé à travers des actions conjointes entre le conseil communal, les OSC et les services déconcentrés : **réalisations de diagnostics, priorisation des activités** et des **territoires d'intervention, élaboration d'un plan d'action**.

Objectif de ce comité : élaborer une **vision environnementale stratégique à 2030** et assurer la coordination des acteurs au-delà de la durée du PAGODD.

Perspectives pour 2021

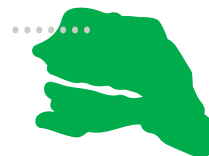
2021 sera une année particulièrement intéressante pour le programme. Ainsi, les actions prévues sont :

- **La réalisation d'études environnementales** par des groupements d'ONG locales pour faire un point sur la situation environnementale et l'assainissement de la commune de Labé ;
- **L'accompagnement de 15 OSC** qui seront appuyées **sur la structuration de leurs actions** (gestion administrative et financière, gestion de projets) et qui seront renforcées en capacités sur les enjeux thématiques ;
- **Le démarrage de micro-projets** portés par des organisations communautaires de base ;
- **La sensibilisation aux thématiques de gestion des déchets** et de **préservation des espaces naturels**.

MANGROVE

Sauvegarde et mise en valeur de la mangrove de Saint-Louis

Région de Saint-Louis
(Sénégal)



Contexte - Les forêts de mangroves représentent **8 % des surfaces forestières au Sénégal** et sont **d'importants puits de carbone** permettant de lutter contre l'accélération du changement climatique. En dehors de leur plus-value environnementale, ces espaces ont **un rôle socio-économique important** pour les communautés locales : les **ressources halieutiques** (poissons et huîtres pour l'alimentation, coquilles pour la construction), les **palétuviers** (bois pour la construction et le chauffage ou les vertus thérapeutiques des feuilles et écorces)... Les mangroves sont également **essentielles pour la biodiversité** (création d'un microclimat, hôtes d'espèces animales, protection contre l'ensablement, source d'oxygène...). Cependant, **ces forêts sont menacées par les contraintes liées au changement climatique** et **les activités anthropiques** (pollutions, prélèvement de bois de chauffe et de construction, exploitation intensive des ressources halieutiques, etc.)

Focus - Le Projet DEMETER

Le **collectif des 5 Deltas** regroupe des acteurs de la société civile qui œuvre et se coordonne pour la **préservation** et la **valorisation** des **ressources naturelles** dans les territoires de mangrove au **Sénégal**, en **Gambie** et en **Guinée Bissau**.

Le Partenariat a intégré le **projet DEMETER "Diffusion d'expériences innovantes de gestion participative - Mangroves et Territoires"** porté par le collectif 5 Deltas (coordonné par les ONG Kinome et Ecolosio) depuis 2018, et mené dans **les deltas du Saloum**, de **Casamance** et du **fleuve Sénégal**. L'approche est **participative, équitable** et **durable** puisqu'elle vise à **impliquer la responsabilité citoyenne** des communautés locales sur la gestion des ressources naturelles. L'année **2020** a permis de **clôturer les activités du projet** et de **favoriser les actions de capitalisation** entre territoires pour renforcer les bonnes pratiques des partenaires dans chacun des Deltas du fleuve. Sur Saint-Louis, le Partenariat a spécifiquement participé avec les membres de l'intercommunalité à **l'accompagnement de deux groupements** (mécanisme de subventions aux tiers).

Focus - Le soutien aux GIE du PNLB et And Solaxi Alamgui

- **1 unité piscicole à Doune Baba Dieye** a été implantée ainsi que **des unités apicoles** (13 caissons à Bango, 3 à Darou et 13 à Khor) pour diversifier les activités génératrices de revenus ainsi que les ressources alimentaires ;
- **6 activités de formation** ont été organisées pour les membres des GIE PNLB et And Solaxi Alamgui : gestion de projets, apiculture, techniques de reboisement, cartographie, services écosystémiques de la mangrove à Saint-Louis ;
- **3 écoles primaires soit 150 élèves** ont reçu une sensibilisation d'éducation environnementale à Khor, Bango et Darou.



Opération de reboisement de la mangrove - © Le Partenariat

Résultats et activités 2020

4,5 ha

DE MANGROVES REBOISÉS

Reboisement :

En 2020, **4,5 hectares de mangroves** (rhizophora) ont été reboisés soit **9000 propagules** entre le village de **Doune Baba Dieye** et au niveau du **Parc National de la Langue de Barbarie** (PNLB).

84

PERSONNES SENSIBILISÉES

Sensibilisation :

84 participants issus des populations locales ont assisté aux **ateliers de sensibilisations communautaires** dans les communes de **Khor, Darou et Bango**.

2

ÉMISSIONS DE RADIO

Communication :

2 émissions de radio (sur **Ndar FM** et sur **Teranga FM**) ont permis de communiquer sur les activités du projet, et d'échanger sur la nécessité de préserver les espaces de mangrove.

Perspectives 2021

L'appui de la Fondation ALSTOM et de la Maison Du Monde Foundation

En 2021, des financements de la **Maison du Monde Foundation** et de la **fondation ALSTOM** permettront de **poursuivre l' "approche territoriale et l'appui à l'autonomisation des femmes pour la préservation, la restauration et la valorisation des ressources de mangrove"**. L'objectif est de **préserver les espaces de mangrove** tout en **renforçant les capacités des GIE de femmes**, notamment dans la **création d'un réseau de distribution d'énergie durable**.

Les activités prévues en 2021 sont :

- **Appui à 3 GIE** pour la mise en place d'un circuit de commercialisation de solutions énergétiques alternatives (bio charbon notamment)
- **Accompagner les GIE pour l'amélioration de la diversification de leurs activités économiques**, notamment via le conditionnement de produits pour une conservation longue et une commercialisation facile (marketing, labellisation)
- **Mise en place d'actions de sensibilisation citoyenne** et en milieu scolaire en lien avec l'**association SEN-EAD**
- Des **actions de reboisement** sur des sites critiques



ALSTOM
FOUNDATION



VN FOUTA

Diffusion des techniques de construction bas-carbone (projet Voûte Nubienne Fouta)

Zone Nord
du Sénégal



Contexte - Dans la moyenne-vallée du fleuve Sénégal (départements de Podor, Matam et Kanel) et dans la région de Louga, les enjeux climatiques et environnementaux autour de la construction sont prégnants. Les techniques classiques de construction (ciment, utilisation de bois ou de tôles) renforcent à la fois ces problématiques (matériaux polluants et importés), mais sont également inadaptés au contexte sahélien.



Réalisations de voûtes nubiennes - © Le Partenariat

Une VN, c'est quoi ?

"Le concept technique de voûte nubienne (VN) est un **procédé architectural ancestral** n'utilisant ni le bois (devenu rare), ni la tôle (chère et inconfortable). Réalisée principalement **en terre crue**, matériau largement disponible, la voûte nubienne est **une solution d'habitat adapté**, répondant aux usages privés et communautaires, en **milieu rural** comme en **ville**"

Source - <https://www.lavoutenubienne.org/>

Objectifs du projet :

Ce programme, mené sur base de l'expertise technique capitalisée de l'**association la Voûte Nubienne (AVN)** et soutenu par le **Conseil départemental des Yvelines (YCID)**, vise à :

- **Vulgariser les techniques de construction d'habitat bio-climatique** et à efficacité énergétique renforcée ;
- **Diffuser ces techniques** au plus grand nombre

Focus - Les enjeux de formation et de structuration de filière

Si la construction de bâtiments en voûte nubienne et la mise en place de projets démonstratifs est essentielle à **l'essor d'une filière de construction bas carbone**, **les enjeux de formation sont aussi cruciaux**. Ainsi, **AVN a développé différentes échelles de formation** des maçons (de C1 à C4) permettant à ces derniers, au fil des passages de niveaux, de **maîtriser toutes les spécificités** de cette technique de construction et de **pouvoir encadrer d'autres apprentis-maçons** en formation. Sur base de l'expérience développée par AVN, ce sont **51 artisans** qui ont pu être formés sur chantier cette année.

Les constructions réalisées en 2020

En 2020, **5 chantiers de construction** démonstratifs ont été conduits, permettant de construire **13 bâtiments en voûte nubienne** :

- **Un centre de formation** multifonctionnel de Walaldé de 93m² ;
- **Une salle de classe** à Ndioum ;
- **Un magasin de stockage d'oignons** de Thiéhel Sébbé de 75m² ;
- **7 boutiques** abritant sur 254m² les entreprises de la PFE de Mbiddi dans le cadre du programme PAER I ;
- Le démarrage de la construction d'**un magasin** et de **deux salles de classe** du lycée de Ndouloumadji Dembé (soit 252m² au total)



Perspectives 2021



La Maison des Yvelines au Sénégal - © Le Partenariat

Dans la poursuite du programme VN Fouta, **les conseils départementaux de Podor, Matam et Kanel, et le groupement d'intérêt public des Yvelines pour la coopération internationale (YCID)** ont sollicité **l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD)** à travers son dispositif **FICOL**. Ce programme sera orienté sur **les enjeux de formation et d'insertion professionnelle**.

Par ailleurs, suite à un démarrage en octobre 2020, un projet porté par **le Ministère de l'Environnement Sénégalais pour le Global Environmental Fund (GEF)** visera en 2021 à **promouvoir les pratiques de gestion durable des terres et l'adoption d'initiatives d'habitat vert**.



Yvelines
Le Département



À travers l'axe d'intervention "Appui à la Gouvernance Locale", le Partenariat contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'Organisation des Nations-Unies (ONU).

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



Appui à la gouvernance locale

Projets de coopération décentralisée
entre collectivités françaises et communes
de nos pays d'intervention

Sénégal



Guinée



LES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE 2020



Appui au programme de coopération décentralisée entre Rosso et Saint-Laurent-Blangy



La coopération entre la commune de Gandiol et le Sicoval

- Accès universel à l'eau et à l'assainissement
- Aide à la lutte contre la Covid-19 (commune de Gandon)



Appui au programme de coopération décentralisée entre Labé et le Sicoval

Contexte

Depuis sa création en 1981, le Partenariat cherche à **développer une coopération à taille humaine** sur des territoires délimités en prenant en considération l'aspect transversal de ses actions. **La coopération décentralisée** s'inscrit dans le cadre de **la création de liens entre collectivités locales de deux pays** afin de **promouvoir des "bonnes pratiques"**, des **expertises**, et un **savoir-faire local**, et ainsi **participer au renforcement des compétences des partenaires** et *in fine* **d'améliorer la gouvernance locale**. Les relations entre les différents acteurs sont basées sur la **solidarité**, la **réciprocité** et le **rapprochement des acteurs**. Le Partenariat, en tant qu'association de solidarité internationale, veille à **renforcer les ancrages locaux** et **les synergies entre collectivités**.

COMMUNE DE ROSSO

Vers un développement économique et durable de Rosso



Remise d'un chèque de Saint-Laurent-Blangy à Rosso - © Le Partenariat

Rosso
(Sénégal)



Le projet "**Vers un développement économique et durable de Rosso**" vise à **offrir à la commune de Rosso un cadre de développement viable** avec une prise en charge des questions liées à **l'environnement**, **l'économie** et **la fiscalité locale**. Le partenariat entre les communes de Rosso et de Saint-Laurent-Blangy (62) est en œuvre **depuis 2004**.

Le projet intègre la vision de **l'Etat Sénégalais** traduite à travers le **Plan Sénégal Emergent** et les nouvelles orientations du **processus de décentralisation** (Acte 3). Il intervient en complémentarité des actions déjà initiées et réalisées au cours des **onze années de coopération** entre les deux communes, permettant ainsi d'améliorer le cadre de vie économique et environnemental. Le projet doit également permettre *in fine* **la pérennisation des actions** de développement.

Rosso vu d'un drone - © Le Partenariat

Résultats 2020

- Sur base des acquis de projets précédents, les recettes de la fiscalité locale ont permis de prendre en charge certaines populations touchées par les effets de la Covid-19. La commune a également été soutenue en ce sens par l'Etat et l'association Les Amis Immercuriens de Rosso Sénégal (AIRS) ;
- Une première formation sur le rôle de l'importance du Système d'Information Géographique (SIG) dans la gestion municipale a été effectuée en faveur des élus, techniciens et délégués de quartiers ;
- Le travail d'identification des cibles dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs locaux a débuté avec le service technique de la commune ;
- La Commission de Développement Economique Locale (COMDEL) a été installée dans le cadre de l'appui au renforcement des capacités techniques et institutionnelles de la commune de Rosso.



Résultats 2020

- 2,55 km de réseau d'eau potable mis en place, auxquels 3 bornes-fontaines villageoises ont été raccordées ;
- Construction d'un mini forage à l'école de Ndeugou et raccordement à l'eau potable pour ses élèves ;
- Construction de blocs sanitaires et de clôtures dans les écoles de Pelour, Ndeugueut et Ndeugou ;
- Mise en oeuvre d'un volet de sensibilisation et de formation sur les thématiques environnementales en milieux scolaires et communautaires.

Communes de
Gandiol et Gandon
(Sénégal)



COMMUNE DE GANDIOL

La coopération entre
Gandiol et le Sicoval



Elèves d'une école à Gandiol - © Le Partenariat

Accès universel à l'eau et à l'assainissement

Avec l'**assistance technique du Partenariat**, les deux collectivités jumelées ont poursuivi les efforts engagés afin de **relever le défi d'un accès universel à l'eau et à l'assainissement** dans les **localités, écoles et cases de santé** de Gandiol, en lien étroit avec les initiatives menées dans le cadre du PAEMS (cf. page ...)

Aide à la lutte contre la Covid-19 dans la commune de Gandon

Le **Sicoval** a également offert une enveloppe de 5 000€ à la **municipalité de Gandon** afin de **renforcer la riposte contre la pandémie**. Cet accompagnement a notamment permis d'équiper l'ensemble des écoles primaires - **10 708 élèves et enseignants** au total - en **masques** confectionnés par les artisans locaux, et en **produits phytosanitaires**. Ce budget a également facilité la mise en oeuvre d'**activités de sensibilisation** en milieu scolaire et auprès des familles, qui seront **poursuivies sur l'année 2021**.



Commune
de Labé
(Guinée)



COMMUNE DE LABÉ

La coopération entre
Labé et le Sicoval

Le **Sicoval** et la **Commune urbaine de Labé** en Guinée poursuivent leurs actions communes de coopération amorcées en 2002, et qui ont repris un nouvel élan en 2017.

Résultats 2020

- **Formation du Conseil Communal** : cette formation à destination de la **commune de Labé** et de certains cadres préfectoraux a couvert 3 thèmes : les **aspects juridiques** et le **fonctionnement des collectivités**, les **stratégies et techniques de mobilisation des ressources financières** et la **coopération décentralisée** ;
- **Cadrage sur la collecte des taxes** : un important travail de **diagnostic** a été mené pour améliorer le **suivi de la collecte des taxes**, le **taux de recouvrement** et la **transparence** au cours de l'année, avec les autorités communales et les entrepreneurs sujets à imposition. Une base de données sera mise en place en 2021 pour la **gestion des taxes du marché central** et celles **des taxis-motos** ;
- Grâce à l'appui du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, la **base de données pour l'informatisation de la gestion des taxes a été livrée** ;
- **Avancées des travaux au marché Radar** : réalisation d'un **hangar**, d'un **puits amélioré** et de **8 cabines de latrines**. La construction de ce marché était à l'arrêt depuis de nombreuses années et permettra de desservir tout l'ouest de la commune, et notamment de désengorger le marché central.

À travers l'axe d'intervention "Formation et Insertion professionnelle", le Partenariat contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'Organisation des Nations-Unies (ONU).

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Formation et insertion professionnelle

Formation et insertion des
jeunes vulnérables

Sénégal 



LES PROGRAMMES
MIS EN ŒUVRE **2020**



Centre de formation et d'insertion Diapalante

- Métiers de l'environnement et du développement durable
- Accompagnement entrepreneurial

DIAPALANTE

Formation et insertion professionnelle
des jeunes vulnérables



Région de Saint-Louis
(Sénégal)



Contexte - Le Partenariat est le partenaire technique de l'**association Diapalante** créée fin 2016. Elle a été fondée pour **pallier les problèmes** et **répondre aux besoins** identifiés dans la région de Saint-Louis, notamment :

- Un **fort taux de chômage** chez les jeunes (en particulier chez les jeunes femmes) ;
- Une **offre de formation insuffisante** ou inaccessible ;
- Des **perspectives d'emplois précaires**.

Dès lors, l'association vise à **faciliter l'insertion** ou la **réinsertion sociale** et **professionnelle** d'un jeune public en situation difficile et/ou d'exclusion en proposant des **parcours d'insertion par la voie de la formation**. Suivant l'orientation choisie par les jeunes, ils peuvent être mobilisés sur des projets du Partenariat dans le cadre de stages pratiques.

Objectifs

- Permettre aux jeunes d'**acquérir des connaissances de base** (alphabétisation, comptabilité, gestion) afin de pouvoir **exercer une activité** ou de **créer et gérer la leur** ;
- **Former des jeunes** sur des métiers de filières innovantes, durables et adaptées au marché local (environnement et développement durable) dans **un objectif d'insertion par la création** de micro-activités en artisanat d'art, maraîchage agroécologique, revalorisation des déchets, énergies renouvelables, architecture, menuiserie/ébénisterie... ;
- **Diffuser** par l'intermédiaire des élèves **les bonnes pratiques** et **innovations** en matière de **développement durable** ;
- Mettre en place un **accompagnement** et un **suivi** pour **l'insertion des jeunes** au sein d'entreprises partenaires ou vers l'auto-emploi.

Focus - Lancement du projet de ferme-école

L'année 2020 a été marquée par le financement d'un nouveau parcours de formation et d'insertion professionnelle : le projet de maraîchage agroécologique, soutenu par la fondation Nous Cims. Vingt jeunes pourront bénéficier d'une formation vers les métiers du maraîchage biologique et d'un accompagnement vers l'emploi et la gestion d'entreprise. La première action du projet a été lancée en janvier 2021 pour aménager le terrain qui accueillera le champs-école et permettra de former les bénéficiaires.



Formation maraîchage - © Le Partenariat

Résultats et activités de 2020

62 JEUNES

ONT ÉTÉ SENSIBILISÉS SUR LES SUJETS
DE L'ENVIRONNEMENT

- **62 jeunes** ont bénéficié de **séances de partage** et de **sensibilisation** sur les sujets de **l'environnement** et du **développement durable** ;
- **11 séances de sensibilisation** ont été réalisées sur des thèmes actuels qui touchent les jeunes de la région de Saint-Louis : **l'émigration clandestine**, la **question du genre**, la **santé sexuelle et reproductive**, **l'environnement** et le **développement durable**, **l'utilisation raisonnée des réseaux sociaux**, la **toxicomanie** et la **délinquance juvénile**.



Formation Batik et teinture - © Le Partenariat

85 JEUNES

ONT ÉTÉ ACCOMPAGNÉS PAR LE
CENTRE DIAPALANTE EN 2020

- **16 jeunes** ont bénéficié d'une formation en **alphabétisation fonctionnelle** ;
- **12 jeunes** ont bénéficié de formations en **artisanat d'art et recyclage** (bois, déchets, ferronnerie) ;
- **10 jeunes femmes** ont bénéficié d'une formation en **Batik et teinture** (parcours de formation et kits de démarrage) ;
- **22 jeunes** suivent une formation professionnelle dans les filières de la **confection et revalorisation, habitat durable, agriculture durable** ;
- **17 jeunes** ont effectué des **stages en entreprises** (mécanique, maraîchage) ;
- **2 chantiers écoles** ont été mis en place permettant à **2 jeunes** de participer à un **projet photovoltaïque** du Partenariat, et **26 jeunes** d'être formés sur **l'habitat durable** ;
- **4 jeunes artisans maçons** ont été accompagnés dans le dispositif d'**entrepreneuriat** du projet **Voûte Nubienne** du Partenariat (cf. page..) ;
- **15 jeunes** souhaitant intégrer des formations diplômantes sélectives ont bénéficié d'une **remise à niveau** de trois mois financée par l'ONG Acting For Life en vue de passer les concours d'entrée pour des CAP.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Royaume des Pays-Bas

ACTING
FOR LIFE

Fondation
Eiffage

 **OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**



À travers ses actions, le Centre Gaïa contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'Organisation des Nations-Unies (ONU).



Le Centre Gaïa Pôle ECSI-DD

Éducation à la Citoyenneté, à la Solidarité
internationale et au Développement Durable



Nord et
Pas de Calais
(France)



Projets
Européens



LES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE **2020**



Les actions du Centre Gaïa en France



Projets européens

- GIGS - Global Issues Global Subjects
- JEU - CitizenGames
- PULSE - Pédagogie Active au service de la jeunesse
- MOOD - Méthodes et Outils pédagogiques pour les ODD
- I-CAN - International Climate Action Network

LE CENTRE GAÏA

OBJECTIFS ET ACTIONS



Centre de formation
et d'éducation à la
citoyenneté et à la
solidarité internationale

Créé en 2006 avec l'appui de l'**association belge Studio Globo**, le Centre Gaïa propose de nombreuses **activités de sensibilisation** à destination des **enfants**, des **jeunes** et des **adultes**, au moyen de la **pédagogie active**. Adaptées aux différents publics, ces animations permettent **d'appréhender le monde sous différents angles** et de **développer les valeurs de tolérance**, de **partage**, de **respect de l'autre** et de **l'environnement**.

Contexte - Depuis 15 ans, le Centre Gaïa s'inscrit comme un **acteur incontournable** de l'Education à la Citoyenneté, à la Solidarité Internationale et au Développement Durable (**ECSI DD**), dont la spécificité principale est **l'utilisation de la pédagogie active** de projet, de façon adaptée au public et **au service des enseignants**.

Le Centre Gaïa bénéficie de **l'agrément du Rectorat** en tant qu'**Association d'Éducation Complémentaire de l'Enseignement Public**". Il est, à ce titre, **reconnu par l'Education Nationale** avec laquelle il entretient un lien régulier.



Animation en classe - © Le Partenariat

En tant qu'organisation d'ECSI DD, **les enjeux soulevés par le Partenariat** sont les suivants :

- **Valoriser** la richesse de **notre planète** et le **vivre ensemble** ;
- **Comprendre les mécanismes d'interdépendance** et d'exclusion pour un monde plus juste ;
- **Encourager la solidarité** entre citoyens de territoires, générations et groupes sociaux différents ;
- **Améliorer les connaissances sur le climat**, adopter de nouveaux comportements et **s'adapter collectivement** aux effets du changement climatique ;
- **Participer à la construction de modes de développement** respectueux des droits humains et de l'environnement.



Animation en classe - © Le Partenariat

Les publics à sensibiliser

- Les enseignants
- Les enfants et jeunes de la maternelle au lycée
- Les étudiants
- Les encadrants d'établissements spécialisés
- Les associations de parents d'élèves
- Les porteurs de projets de solidarité internationale
- Les éducateurs de structures sociales
- Les jeunes et adultes dans le cadre des activités extrascolaires
- Les adultes
- Le public intergénérationnel

Les acteurs relais

(en France et en Europe)

- Les associations de solidarité internationale
- Les ONG d'autres pays européens et du Sud
- Les réseaux locaux, nationaux et internationaux d'ECSI
- Les collectivités locales



L'ECSI-DD et la pédagogie active

Le principe de la **pédagogie active** de projets est que **l'on apprend mieux par l'expérience** et lorsqu'on est **impliqué** dans un projet, à l'inverse de la pédagogie traditionnelle qui part de la théorie pour aller vers la pratique. Elle privilégie les **situations authentiques de recherche, d'investigation** au cours desquelles le participant doit comprendre et maîtriser les différentes ressources mises à sa disposition.



L'atelier d'immersion au Sénégal, Centre Gaïa - © Le Partenariat

L'Éducation à la Citoyenneté, à la Solidarité Internationale et au Développement-Durable est une **pratique pédagogique** visant à **favoriser l'engagement citoyen** en vue d'un changement.

Trois axes caractérisent l'ECSI :

1. **Une démarche éducative** de long terme valorisant l'intelligence collective ;
2. **Une démarche porteuse d'une vision de la solidarité internationale** juste et valorisant la diversité culturelle ;
3. **Une démarche favorable à une citoyenneté active**, moteur de transformation sociale.

ACTIONS DU CENTRE GAÏA EN FRANCE

PROJETS PÉDAGOGIQUES



Nord et
Pas de Calais
(France)

Adaptation des animations relative au contexte sanitaire

Les **activités pédagogiques** dispensées par le Centre Gaïa sont en **constante adaptation** afin d'en améliorer les effets chez le public cible. La crise sanitaire ayant touché de plein fouet les établissements scolaires ainsi que les établissements recevant du public comme le Centre Gaïa, **le Partenariat a développé des solutions permettant de dispenser des animations au contact du public** malgré ce contexte : en proposant **des animations en classe**, dans le respect du **protocole sanitaire**.

L'équipe a donc réalisé un diagnostic des outils existants et **a identifié les besoins logistiques, matériels et humains** liés à **la transformation des jeux pédagogiques**. Pour l'ensemble des animations, il a été nécessaire de **tenir compte des consignes sanitaires** en vigueur et de **prévoir un renforcement du personnel** afin d'assurer un **nettoyage systématique des outils**.

Atelier "Découverte du Sénégal à travers les 5 sens" pour les GS-CP : a bénéficié de plusieurs modifications majeures. Le module "vue" se fait sans les décors, remplacés par une série de photos et d'objets ; le matériel est plus léger et plus facilement transportable. Le module "goût" a également été réadapté.

Animation "Les Besoins Fondamentaux" : adaptée, améliorée et déclinée du CE1 au CM2.

Atelier "Mondialis'Action" : les décors n'étant pas itinérants, l'équipe propose dorénavant une version allégée et inspirée de l'ancienne animation en classe.

Afin d'avoir des retours des enseignants sur les adaptations faites, des questionnaires d'évaluation ont été réalisés et sont distribués en fin de session.

Participation à des événements

En 2020, le Centre Gaïa a participé à plusieurs événements locaux, afin de faire connaître ses activités et de sensibiliser le grand public à nos missions, notamment :

- Festival des Voyageurs Alternatifs en janvier ;
- Le concours Flamme Egalité en mars ;
- Le Festival des Solidarités en novembre.



Animation "Découverte du Sénégal via les 5 sens" - © Le Partenariat



Jeu "Nourrir le Monde en 2030" - © Le Partenariat

PROJET MOOD

MÉTHODES ET OUTILS PÉDAGOGIQUES
POUR LES OBJECTIFS DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

2020 : Clap de fin pour le projet !

Clap de fin du **projet MOOD**, mené en consortium avec **5 partenaires** de **4 régions françaises** : **KuriOz** (qui est chef de file), **Lyon A Double Sens**, **Starting Block**, **le Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale (RADSI)** et **la Maison des Droits de l'Homme (MDH) de Limoges**.

Ce projet avait pour objectif de **promouvoir les ODD en France** à travers **le développement d'outils pédagogiques innovants**. Ces outils permettent de faciliter le travail des acteurs éducatifs autour des ODD, et l'implication des jeunes dans l'atteinte de ces objectifs.



Résultats et activités 2020

10

OUTILS PÉDAGOGIQUES CRÉÉS

Au cours du projet, 10 outils pédagogiques ont été créés pour faciliter la sensibilisation sur les nombreuses thématiques des Objectifs de Développement Durable. Ces outils ont été co-construits avec les partenaires lors de workshops créatifs. Si certains outils traitent de l'ensemble des ODD afin d'en avoir une vue d'ensemble, d'autres mettent l'accent sur des thématiques particulières : l'eau, le travail, les droits fondamentaux, etc. Les outils sont disponibles sur la plateforme comprendrepouragir.com en téléchargement gratuit.

2

OUTILS NUMÉRIQUES CRÉÉS

2 outils numériques ont également été développés, ainsi qu'un hémicycle itinérant grandeur nature qui sera animé dans plusieurs régions de France durant la suite du projet, intitulée "ACT'ODD". Des formations à l'ensemble des outils développés ont été proposées aux enseignants et aux éducateurs travaillant sur le thème des ODD. Une évaluation externe du projet en novembre 2020 a permis de le boucler définitivement.

PARTENARIAT AVEC L'AFD

AGENCE FRANÇAISE DE
DÉVELOPPEMENT



L'année 2020 a marqué la fin du programme d'activités du **triennal 2018-2020**, co-financé par l'**Agence Française de Développement** (AFD). Ce programme était piloté par le Partenariat - Centre Gaïa, en partenariat avec **ADOS, GAS** et **Capsolidarités**.

Objectif global de notre programme

Contribuer à l'émergence d'une société juste et solidaire, où les citoyens sont actifs, responsables et engagés pour la préservation de la planète et l'avenir de l'humanité.

Objectifs spécifiques

- Développer et améliorer les activités d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale du Centre Gaïa ;
- Renforcer et développer la dynamique partenariale d'ECSI au sein des territoires d'intervention.

Réalisations en 2020

• Une méthodologie d'accompagnement des centres sociaux

Suite au travail entamé en 2019, le Partenariat, avec ses partenaires GAS et Capsolidarités, ont finalisé l'écriture de la méthodologie. Une séance de test avait été envisagée, puis annulée à cause du confinement.

• Des fiches de capitalisation

Le Centre Gaïa a réalisé 10 fiches de capitalisation. En parallèle, tous les partenaires du projet se sont réunis en visio début décembre pour réaliser la dernière fiche portant sur la sensibilisation à l'ECSI à distance.

• Le concours ODD (Objectifs de Développement Durable)

Le concours s'est clôturé en juin 2020 et 2 classes ont été récompensées : la classe de CE1-CE2 de l'école de la Sensée à Estrun, ainsi que les écolleliers du collège Les Trois Vallées de La Voulte-sur-Rhône.

Le projet s'est terminé en décembre 2020.

Résultats atteints

Voici les résultats atteints au travers de nos actions en 2020 :

- La **compréhension** et la **prise de conscience** des enjeux et problématiques de la solidarité internationale sont accrues chez **19 300 enfants, jeunes et adultes** de la région Hauts-de-France grâce à nos programmes ;
- La **qualité d'intervention** et la démarche pédagogique du Centre Gaïa ont été renforcées ;
- Des **démarches et outils d'ECSI innovants** ont été créés par le Centre Gaïa ;
- Nos **partenaires** ont renforcé leurs compétences, notamment dans leurs relations avec les collectivités locales, et participent à présent au **renforcement de la dynamique "intra- et inter-territoires"** d'ECSI ;
- Les **échanges** régionaux, nationaux et européens ont enrichi les pratiques et la réflexion des acteurs de l'ECSI sur leur territoire respectif ;
- Les **compétences des porteurs de projets** de solidarité internationale sur le territoire des Hauts-de-France ont été améliorées.



En 2020, 85 activités ont été menées auprès de 1 586 personnes



1 293

ENFANTS ET JEUNES

à travers nos activités de pédagogie active

191

ENSEIGNANT.ES

à travers nos activités en classe et les formations proposées

36

VOLONTAIRES

en service civique et jeunes appuyés dans des projets de solidarité

66

GRAND PUBLIC

à travers la participation à des événements

DES PARTENARIATS ESSENTIELS

POUR LE CENTRE GAÏA

17 PARTENARIATS
POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



La Ville de Lille

- Soutenir le fonctionnement du Centre Gaïa ;
- Favoriser la sensibilisation des professeurs et des élèves lillois à l'ECSI ;
- Offrir au moins 35 ateliers aux écoles et structures d'accueil lilloises à un tarif préférentiel ;
- Accompagner trois groupes sur la mise en oeuvre d'un projet pédagogique sur le thème de la solidarité internationale.



Le département du Pas-de-Calais

pour la réalisation du projet "Tous Ensemble Pour La Planète !", ayant permis de soutenir les activités pédagogiques du Centre Gaïa ainsi que le développement d'outils pédagogiques créatifs pour les enseignants (afin de les former aux thématiques de l'ECSI)



La Fondation de Lille

dans le cadre du Festival des Solidarités (Festisol), avec l'adaptation au format numérique de l'animation "Cap sur le Sénégal".



La DREAL

pour la découverte et la sensibilisation aux objectifs de développement durable, ainsi que pour la création d'une méthodologie d'accompagnement à destination des centres sociaux et la mise en place de formations.



Lianes Coopération

à travers le **dispositif RECITAL** (financé par l'AFD) pour la réalisation du projet "**How Green is Your School**" sur l'année scolaire 2019-2020, avec le collège Paul Eluard de Cysoing pour sensibiliser les élèves au développement durable.

Les activités réalisées en 2020 sont :

- La collecte pour la banque alimentaire (ODD 1, 2, 17) : les élèves de 4ème et de 5ème ont organisé une collecte alimentaire au profit de La Banque Alimentaire du Nord. Les élèves du collège ont massivement participé à cet élan de générosité et ont déposé leurs denrées au CDI toute la semaine ;
- L'atelier d'immersion Cap sur le Sénégal au Centre Gaïa (ODD 4,6, 17) : 30 élèves de 5ème ont participé au jeu de rôle grandeur nature dans les locaux du Centre Gaïa. En immersion dans notre village reconstitué, ils ont pu prendre conscience des enjeux planétaires auxquels les populations sont exposées au Nord comme au Sud, à des degrés variés, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de l'accès à l'eau, la gestion des déchets, les inégalités, etc.



Centre de formation
et d'éducation à la
citoyenneté et à la
solidarité internationale

PHOTOS DU CENTRE GAÏA

RETOUR SUR L'ANNÉE 2020



Atelier d'immersion au Centre Gaïa - © Le Partenariat



Formation Civique et Citoyenne - © Le Partenariat



Escape Game dans le village - © Le Partenariat



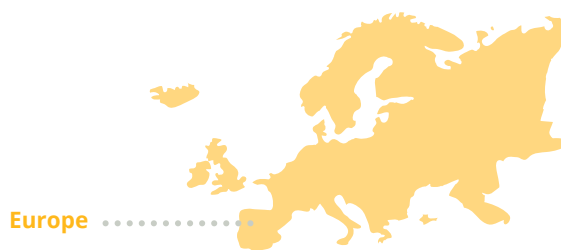
Formation Festival des Voyageurs Alternatifs- © LP



Jardinage avec l'ESAT du Malécot - © LP



PROJETS EUROPÉENS



PROJET I-CAN

INTERNATIONAL CLIMATE
ACTION NETWORK



En novembre 2020, le Centre Gaïa a rejoint le **projet I-CAN**. Ce projet européen financé par **Erasmus +** est piloté par le **Liverpool World Center** (Angleterre), et mené en partenariat avec **le Partenariat - Centre Gaïa, Diciannove Coop** et **LABC** (Italie), **Anthropolis** (Hongrie) et **Inter Climate Network** (Royaume-Uni).

Il s'agit du prolongement du projet **Erasmus + Education au Développement Durable "Make It Work"**. Il réunit donc **six associations européennes**, ainsi que **des enseignants** et **des éducateurs** anglais, hongrois, italiens et français cherchant à amener les jeunes vers une **réflexion critique** sur le réchauffement climatique.

I-CAN est un **projet innovant** d'une durée de **trois ans**, combinant **plusieurs modalités pédagogiques : active, participative et coopérative**. L'objectif général est de **développer des outils d'éducation au changement climatique stimulants**, afin de donner aux enseignants les compétences, la confiance et le cadre pour aider les jeunes à devenir des **citoyens éclairés**, critiques, actifs et conscients des enjeux contemporains autour du climat.

La méthodologie engagée s'appuie sur des simulations de négociations climatiques pour encourager le dialogue citoyen et le passage à l'action.





**GLOBAL ISSUES
GLOBAL SUBJECTS**

PROJET GIGS

GLOBAL ISSUES GLOBAL SUBJECTS

Fin du projet européen d'Education au développement durable

Le projet GIGS s'est terminé en 2020 après **3 années d'actions** dans **10 pays européens**. Ce projet coordonné par **l'association polonaise CEO**, le centre pour l'éducation citoyenne, a été mené en partenariat avec **8 associations**.

Les objectifs du projet : **promouvoir l'ECSI-DD** dans l'enseignement secondaire avec le développement d'**outils pédagogiques** pour **accompagner et former les enseignants** de différentes disciplines. En 3 ans, ce sont **25 brochures pédagogiques** qui ont été co-crées avec **191 professeurs** afin de répondre au mieux aux besoins des enseignants des différents pays européens.

Les principales thématiques du projet : **faire connaître les objectifs de développement durable** de l'ONU via des projets scolaires, en traitant des **enjeux mondiaux sensibles** et d'actualité comme les **migrations**, les **changements climatiques** et **l'égalité des genres**. Par le biais d'**interventions** et d'**ateliers de sensibilisation**, le Centre Gaïa et ses partenaires ont donné des pistes de réflexion et des outils aux élèves et à leurs professeurs, afin qu'ils puissent mettre en place des projets en lien avec les thématiques de GIGS.

Résultats du projet

échelle Européenne

16 000

**ENSEIGNANT.E.S SENSIBILISÉ.E.S À
LA DÉMARCHE ECSI**

321

PROJETS ACCOMPAGNÉS

645 130

**ÉLÈVES BÉNÉFICIANT DES
RESSOURCES PÉDAGOGIQUES**

Résultats du projet

échelle Française - Centre Gaïa

870

**ENSEIGNANT.E.S SENSIBILISÉ.E.S À
LA DÉMARCHE ECSI**

30

PROJETS ACCOMPAGNÉS

61

**ÉTABLISSEMENTS PARTENAIRES
EN RÉGION HDF**

En décembre dernier, une **conférence en ligne** a réuni des collégiens, des lycéens et leurs professeurs, afin qu'ils échangent sur les projets mis en place dans leurs établissements et sur les bonnes pratiques pour sensibiliser leurs camarades. A l'échelle Européenne, le projet s'est **clôturé en avril 2021** pour les autres partenaires.



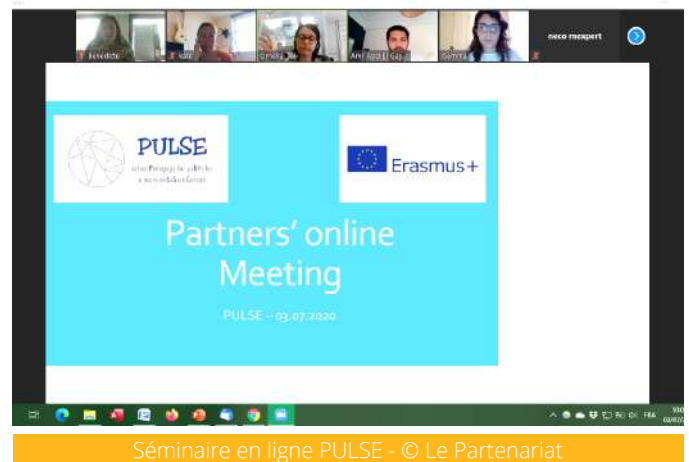
PROJET PULSE

LA PÉDAGOGIE ACTIVE AU SERVICE DE LA JEUNESSE, POUR UNE EUROPE PLUS INCLUSIVE



Contexte - Ce nouveau projet financé par **Erasmus +**, piloté par le Centre Gaïa, en partenariat avec **Jovesólides** (Espagne), **Anthropolis** (Hongrie), **Mobilizing Expertise** (Suède), **KuriOz** (France) et **Scotdec** (Ecosse), a pour objectif de **promouvoir la collaboration** en matière de pédagogie active dans l'ECSI en Europe grâce à l'échange de bonnes pratiques.

Le **projet PULSE** vise notamment à **améliorer les activités existantes** et à **en créer de nouvelles** en direction des publics ciblés par chaque partenaire. Il vise également à **renforcer les compétences des encadrants de Jeunes Ayant Moins d'Opportunités (JAMO)** afin de **réduire l'exclusion des jeunes européens**.



Chaque séminaire permet aux partenaires de **se focaliser sur un public cible** (migrants, réfugiés, personnes handicapées, jeunes en centre pénitencier ou encadrés par la protection de l'enfance), afin de créer **des fiches de bonnes pratiques** permettant d'améliorer et d'enrichir les activités de chaque partenaire et des travailleurs sociaux. Après chaque séminaire, un **événement de dissémination** est organisé auprès des encadrants de jeunes et des équipes éducatives associées.

En 2020, le premier séminaire a été décalé en raison de la crise sanitaire ; il aura donc lieu fin 2021. Néanmoins, **les partenaires se sont réunis en visio** afin de réfléchir à différents aspects du projet : valeurs communes, attentes et craintes vis-à-vis du projet, aspects administratifs, communication, réflexion sur la conception du contenu des fiches de bonnes pratiques, dispositif de suivi-évaluation, etc.



Les avancées du projet

Le projet **JEU - Citizengames** avance malgré une année particulière. Les **5 universités** et les **2 associations** du consortium continuent de collaborer avec le Partenariat pour offrir aux enseignants d'Europe **deux jeux sérieux numériques** : l'un destiné aux **collégiens**, l'autre aux **lycéens**.

Cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne



Les actions menées en 2020

En 2020, les différentes organisations partenaires ont vécu **deux réunions transnationales**. La première a eu lieu en janvier à Anvers (Belgique), la seconde a dû être organisée en ligne au mois d'octobre.

Un **sondage** a été envoyé aux collègues à travers l'Europe pour identifier les thématiques intéressant le plus les élèves. Pour chacun des trois grands domaines, les **thèmes retenus** sont :

- **Protection de l'environnement** : les déchets plastiques ;
- **Citoyenneté européenne** : droits et devoirs du citoyen ;
- **Egalité homme-femme** : cyberharcèlement et cybersexisme.

L'étape suivante dans le projet a été la "**mobilité**", un événement avec deux objectifs principaux : **permettre la rencontre et le travail en collaboration d'étudiants** venant de différents pays, et **sélectionner une proposition de jeu** qui servira de point de départ pour le rendu du projet. Afin de préparer cette rencontre, les partenaires ont créé du **contenu de formation** sur les trois thématiques retenues, à destination des étudiants participants. Une mobilité rassemblant une **cinquantaine de participants** des universités partenaires était initialement prévue en Belgique en mars 2020, événement qui a été transformé en distanciel et reporté en 2021.



Réunion transnationale à Anvers - © Citizen Games

PARTENAIRES FINANCIERS



PARTENAIRES

TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELS



GOVERNEMENT
RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

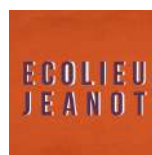


Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle de l'Enseignement Supérieur & de la Recherche Scientifique



PARTENAIRES

ECSI-DD / CENTRE GAÏA





LE PARTENARIAT



Une coopération à taille humaine

SIÈGE

En France

71 rue Victor Renard 59000 Lille

(+33)3 20 53 76 76

contact@lepartenariat.org

ANTENNES PAYS

Au Sénégal

Quai Ousmane Masseck N'Diaye X rue Potin,
Île Nord, BP 746, Saint-Louis

(+221) 961 46 51

plslouis@orange.sn

En Guinée

BP151, Labé

(+224) 624 19 14 14

coordination.guinee@lepartenariat.org

Au Maroc

27 rue Palestine, Ville Nouvelle

BP 6139, 46000 Safi

(+212) 5246 29214

coordination.maroc@lepartenariat.org



www.lepartenariat.org



Le Partenariat - Centre Gaïa